COMMUNIQUE DE PRESSE

La mise en place des GHT et les coupes budgétaires sur le PLFSS : une mise en danger des personnels et des populations

La véritable révolution silencieuse qui se met place au travers des groupements hospitaliers de territoire, comme les attaques qui sont portées contre le financement de la sécurité sociale, renforcent la nécessité d'une prise de conscience collective.

Le PLFSS 2017 est bien plus qu'une provocation politique : c'est une véritable injure adressée à l'ensemble de la population française !
Car il ne répond nullement aux besoins de santé pas plus qu'aux spécificités sociales, économiques et géographiques mais est exclusivement construit sur des spéculations politico-fiancières dont le seul but est de compromettre à terme le mécanisme de notre protection sociale. Car l'unique dessein des gouvernements qui sont au pouvoir depuis ces 15 dernières années est de se dispenser de ce devoir régalien basé sur la solidarité et l'égalité citoyenne.

La fermeture de la réanimation de Briançon dans le 05, le fait que 30% des citoyens du 04 se trouvent à plus d'une heure d'un service d'urgence, la fermeture de la maternité de la Seyne sur Mer dans le 83, la mort de la pédiatrie publique dans le 06, le manque de lits SSR dans le 84 (afin de répondre aux maladies chroniques, aux événements de santé invalidants et au vieillissement de la population), le 13 où seulement 25% de la chirurgie est publique, et les menaces sur la psychiatrie, ne sont que quelques exemples des conséquences des choix politiques désastreux adoptées depuis plusieurs années. La fracture sanitaire dans la région s'agrandit, les inégalités augmentent, toujours plus de citoyens renoncent à des soins pour des raisons financières, les délais d'attente ou de route ne cessent d'augmenter.

Cette politique d'optimisation, de restructuration, de désertification met en danger les populations. On voit très bien que l'accès, la proximité, la qualité et la gratuité des soins ne sont plus garantis. Et les populations n'ont à aucun moment la possibilité de s'exprimer sur leurs véritables besoins de santé.

Les conséquences sont tout aussi déplorables à l'intérieur des établissements. Les personnels sont à bout. Le management se durcit, les charges de travail augmentent, les possibilités de s'exprimer sur son travail s'amenuisent, les réorganisations se multiplient et les burn out explosent chez des personnels de plus en plus jeunes.

La Coordination Régionale CGT Santé et Action Sociale PACA appelle à se mobiliser le 8 novembre dans chaque département pour faire entendre notre colère tout en portant haut et fort nos propositions. Le système sanitaire, médico-social et social doit être à même de répondre à l'ensemble des besoins de santé des populations. Cela ne pourra se faire que dans le cadre de la mise en place d'un « grand service public de la santé et de l'action sociale » regroupant toutes les structures, avec des personnels œuvrant à la réponse des besoins, et avec des financements suffisants.

La journée du 8 novembre et ses enjeux touchent toute la population. La question du service public de santé et de l'action sociale, comme celle de la protection sociale ne concerne pas seulement les professionnels des secteurs concernés, mais bien l'ensemble des citoyens, qui se trouvent aux deux extrémités de la chaîne (financeurs et usagers). Cette journée doit être considérée comme la première étape d'un processus de lutte qui devra s'amplifier dans le temps.

L'austérité tue la santé !
N'attendons pas qu'il soit trop tard pour réagir !
Soyons le plus nombreux possible le 8 novembre !
Il est temps de stopper cette spirale infernale !

Marseille, le 28 octobre 2016

Coordination Régionale Santé et Action Sociale PACA CGT - Tel : 06 74 59 14 52